

« Influences des identités sur la représentation de la citoyenneté »

11h30 / 12h30 : « Du sujet au citoyen », Hervé Marchal, professeur de sociologie à l'Université de Bourgogne.

Résumé :

La question de l'identité est centrale dans les débats actuels. Il faut dire que les multiples identités par lesquelles nous tentons de nous définir produisent une multiplicité dont on peut se réjouir d'un point de vue culturel ou philosophique mais qui, du point de vue strictement politique, ne va pas de soi.

Car dès lors qu'on parle de citoyenneté, la question est de savoir dans quelle mesure l'identité de citoyen fait sens et de quelles manières ? La citoyenneté est-elle celle d'un *sujet universel* bénéficiant d'un *droit à l'indifférence* ? Est-elle celle d'un *sujet culturel* soucieux de s'ancrer dans un *droit à la différence* ? Il y a là sûrement une voie intermédiaire à penser.

Mais dans une société où chacun entend, de plus en plus, mener sa vie comme bon lui semble, autrement dit être l'auteur de son existence, la citoyenneté ne tendrait-elle pas à devenir celle d'un *sujet personnel* revendiquant un *droit à la singularité* ? De ce point de vue, ce sont les multiples supports identitaires concrets de l'individu qu'il faut prendre en compte pour espérer répondre à ses attentes en termes de reconnaissance individuelle. Et ce ne sont pas les mobilités croissantes qui nous amènent à vivre au quotidien dans de multiples territoires qui simplifient le problème. Car si les membres de la société actuelle peuvent s'exprimer politiquement (voter et s'engager dans la vie politique locale) sur l'espace où ils ont leur résidence principale, ce n'est pas le cas sur les autres espaces au sein desquels ils passent parfois beaucoup de temps et auraient sûrement des choses à dire (travail, loisirs, éducation, culture...).

Au final, le citoyen contemporain ne veut pas être défini de l'extérieur mais entend bien fonder sa reconnaissance en tant que citoyen à partir de ce qu'il vit, ressent et éprouve. Il veut être reconnu *en tant que* parent, habitant, consommateur, sportif, automobiliste, travailleur, croyant... C'est ici que peut se comprendre les difficultés à construire du commun, autrement qu'à partir d'identités radicales et étroites qui réduisent les appartenances communes à quelques traits grossiers et donc excluants.

Développements

Je suis un peu interpellé par la communication précédente (*NB : l'urbanisme*) puisque cela fait 10 ans que je travaille sur le pavillonnaire ou la France périurbaine. Mais je ne vais pas répondre à ces thèses qui sont passionnantes.

Je vais commencer par une remarque sur mon titre. Quand on parle de citoyenneté, on parle de quoi ? On pose là une question qui peut paraître prétentieuse. Mais c'est peut-être la question qu'il faut se poser. Elle est très difficile à aborder. Je vais donner quelques points de repère pour ensuite avancer. La question est de savoir ce qui est sacré. Le sacré, c'est ce qui est indiscutable. C'est ce qui nous semble naturel. C'est ce qui nous semble ultime. C'est ce qui nous semble évidemment primordial. C'est quelque chose qu'on ne discute pas, qui se présente comme elle est. C'est cela le sacré.

Dans notre société actuelle, la question se pose de savoir si la société est sacrée. Nous, les sociologues, comme Emile Durkheim, répondons que c'est la Société avec un S majuscule qui est sacrée. Nous nous souvenons tous du discours d'Ernest Renan qui déclarait que la nation ne nous fait pas que du bien. Pour lui, la Nation c'est la société. Pour d'autres, le sacré, c'est quoi ? Cela peut être la culture, nos identités culturelles, ce que nous sommes. Pour d'autres, ce sont nos territoires. Il y a quelques élus ici et je ne sais pas si le Maire de Badonviller est présent. Ce n'est pas rien, le

territoire. Il y a des personnes pour lesquelles le territoire est au centre de leur vie. Il est fondamental à leurs yeux.

Mais cela peut être aussi le moi, mon espace intérieur de sens. Le sacré peut donc se concevoir selon différents étages qui sont sans cesse réorganisés depuis une cinquantaine d'années, sinon plus. Aujourd'hui, ce n'est plus la société qui est sacrée. C'est moi. C'est ma vie. Ce sont mes valeurs. C'est ce que je pense. Ce sont mes projets, ce que je veux. Vous pouvez me demander sur quoi je m'appuie pour dire cela. Dans une société comme la nôtre qui est hyper-connectée, où il existe de multiples référentiels identitaires, de multiples cadres de sens, dans une société sans cesse balayée par des informations, jusqu'à preuve du contraire, il revient à une seule instance de dominer, c'est nous-mêmes en tant qu'individus. C'est un fait social, pour moi, extrêmement important. Quand on parle d'un individualisme, il ne s'agit pas de l'égoïsme. Une société individuée, cela veut dire quoi? C'est une société où l'individu se met lui-même au centre parce qu'il n'a pas le choix.

On le voit très bien chez nos étudiants. C'est quoi l'identité? Ce n'est même plus notre corps qui la détermine. S'il s'agit de notre identité sexuelle, on peut voir des choses curieuses. Je suis un homme et je peux dire que je suis une femme. La transformation peut mettre 3 ans, me faire souffrir et me coûter très cher. Mais elle est possible. Ce n'est même plus mon corps qui garantit mon identité sexuelle. C'est bien l'individu qui doit donner du sens à ses pulsions sexuelles et qui doit définir ce qu'il est. Et ceci est vrai pour tout. Il n'y a plus de hiérarchie et nous parvenons à définir, tant bien que mal, ce qui a, pour nous, du sens. Ainsi il y a un espace qui prend beaucoup de place aujourd'hui, c'est mon espace intérieur.

Mais il y a aussi les autres. On parlait auparavant d'Alexis de Tocqueville. Il disait que la famille avait un caractère sacré. C'était aussi le cas des proches. La famille est sacrée, on le voit bien dans les recherches sociologiques. Mais aujourd'hui, la famille n'est sacrée que quand elle me permet de faire ce que j'ai envie d'être. Quand la famille m'empêche d'être ce que j'ai envie d'être, et qu'elle devient un frein à mon épanouissement, cela devient un petit peu plus compliqué. Mais si la famille ne m'empêche pas de vivre, si elle est au service de mon épanouissement, elle revêt un caractère sacré.

D'une façon plus générale, il y a aussi tous les autres. Je ne parle pas de l'autre en général, mais de ceux qui, autour de moi, font sens. Peut-être qu'une loge maçonnique peut être sacrée pour moi. Si je suis dans mon club de foot, peut-être que c'est quelque chose de sacré pour moi. Ce sont des proches, mais les proches ne sont pas pour autant sacrés, parce qu'ils m'ont abandonnés, parce qu'ils n'ont pas été à la hauteur.

Alors, c'est quoi ce qui est sacré pour certains? C'est l'ensemble des êtres vivants, donc la vie. Cela peut aussi être la Terre avec un T majuscule, Gaïa. La terre, c'est simplement déjà l'humus. Ce n'est pas rien. Il n'y a plus d'humus, il n'y a plus rien. Pour certains, c'est sacré. Ce matin, avant de venir, j'ai pris ma voiture parce que j'habite dans le périurbain. J'écoutais France Culture. Il y avait un chef de tribu de Papouasie, de Nouvelle-Guinée, qui répondait que le sacré était pour lui l'ensemble des êtres vivants. C'est la terre, mais pour lui, ce sont des arbres. Des arbres et les insectes, nous ne sommes qu'une forme de vie parmi d'autres. Là, vous pouvez oublier l'espace du sens intérieur, la société ou la nation, cela ne fait pas de sens pour lui. Cela peut-être chose au sens de territoire, mais il ne s'agit pas du tout du territoire au sens administratif avec un périmètre.

Donc, il y a des conflits de sacralité. Mais pas seulement, il y a aussi des complémentarités. Dans un cas, ce qui est prioritaire, c'est la protection des arbres ou d'autres formes de vie. C'est une autre forme de sacrés. Greta Thunberg a sensibilisé à cela. Si on était dans un autre cadre, il serait possible que le sacré soit Dieu. Si on était peut-être des philosophes, par exemple rationalistes, le sacré serait la raison. Si on était cartésien, si on était Auguste Comte, le sacré serait la science. Cela pose des problèmes parce que, au final, on se sent citoyen de quoi? Est-on citoyen de la terre, parce qu'on respecte ses proches, parce que j'appartiens à une société qu'on dit républicaine, parce que

j'appartiens à un territoire qui fait sens pour moi? Il y a des questions qu'il faut poser. Mais on sent aussi que tout cela peut s'articuler et que ce n'est pas exclusif. Et cela complique la donne.

Et face à tout cela, il faut simplement écouter. La chance que l'on a, quand on est universitaire, c'est qu'on passe beaucoup de temps avec de jeunes personnes. On voit au moins une centaine d'étudiants au cours d'une même année. Et la sacralité se déplace. Pour certains, il y a des évidences ce qui est sacré, c'est la terre. Pour d'autres, ce n'est pas cela du tout. Ils n'en ont rien à faire. Cela peut être la nation même s'ils ne sont pas nationalistes. Et leur choix ne recouvre pas du tout un conflit de génération. L'identité nationale devrait être une identité ultime. Ils pensent comme si l'identité nationale devait recouvrir tous les horizons de sens. C'est comme si on se levait en chantant la Marseillaise. C'est une forme guidée mais, après tout, on peut aussi postuler cela.

Je voudrais maintenant revenir sur trois textes récents que j'ai pu lire. Le premier est d'Alain Caillé. C'est un texte qui a à peu près une semaine. Il n'est pas encore paru. Et Alain Caillé nous dit que nous sommes en train de passer d'une société totalitariste à une société parcellitariste. On passe en ce moment de l'excès de commun au défaut de commun. L'excès de commun, c'est une société que je n'ai pas véritablement choisie. On me l'impose. Tout vient de la société ou de l'État, des choses qui sont au-dessus de moi. Et Alain Caillé dit que tout cela est fini. Cela est insupportable pour la plupart d'entre nous. Parce que nous voulons être les auteurs et les acteurs de notre vie. Et Alain Caillé constate que nous sommes passés de l'autre côté. C'est ce qu'ils appellent une société parcellitariste. Elle se caractérise par un défaut de commun.

Une telle société parcellitariste a ses avantages. Mon point de vue peut être parfois disséqué par quelques-uns, on le voit bien sur les réseaux sociaux. Je pense. Cela existe. Et je le constate puisqu'il y a des émissions de radio ou des émissions de télévision qui sont faites par des auditeurs. Et ce ne sont nullement des experts. Mais, en face d'experts qui apportent des enquêtes rigoureuses, on sait très bien que ce ne seront pas ces derniers qui l'emporteront. Chacun pense qu'il a le droit d'exister. Il peut imposer son point de vue. Chacun pense "en tant que". Cela pose un immense problème : quelle est la situation de la citoyenneté lorsque chacun peut penser également "en tant que".

Je viens en tant que femme, en tant qu'homme, en tant qu'handicapé, en tant qu'homosexuel, en tant qu'hétérosexuel, en tant que blanc, en tant que noir, en tant que cycliste, en tant qu'automobiliste, etc. À l'université, nous avons les étudiants qui viennent "en tant que". "Je suis handicapé, donc j'ai droit à". Il faut alors revoir tous les examens puisque nous nous entendons dire : Oui, mais moi, je suis handicapé. Il n'y a pas de souci sinon celui qu'il ne faut pas dire handicapé. Je ne suis absolument pas hostile à cela.

François Dubet reconnaît, de son côté, l'existence d'un mille-feuilles identitaire. Il existe de multiples identités. Ce n'est pas grave cela. Ce qui est grave, c'est de n'être reconnu que comme "en tant que", avec une seule identité. Car si on peut avoir tendance à ne considérer les autres que comme n'ayant qu'une seule identité, il devient difficile de s'entendre. Comment peut-on situer du commun avec des "en tant que"? J'habite en tant que pavillonnaire. J'habite donc à la campagne, je suis identifié en tant que pavillonnaire. Mais, si on s'arrête à l'identité sociale de pavillonnaire, les choses deviennent très compliquées et je n'ai pas aujourd'hui la recette. Dans une société parcellitariste, il y a de nombreuses identités antagonistes. Il y a la tendance à croire, sur le moment, que l'autre n'est que l'identité apparente qu'il se donne. Il n'est que cela, il n'est qu'un pavillonnaire. En ville, alors que je circulais un jour en voiture, je me suis fait engueuler par un cycliste et ce n'est pas un problème générationnel, il était plus âgé que moi. Je lui ai dit de respirer un peu. Il y a des travaux que je ne connaissais pas. Je n'étais plus alors qu'un automobiliste. Pourquoi pas? Cela ne me dérange pas mais j'étais juger "en tant que".

Dès lors que l'on a des identités très particulières, il est difficile de s'entendre. L'identité est toujours multiple. On est et ceci et cela, et cela, et cela. François Dubet nous dit autre chose. On est aussi "en tant que ", mais pas seulement. Il dit qu'on est passé d'un régime d'égalité juste à un régime d'inégalité juste. On avait auparavant, et beaucoup de gens étaient très sensibles à ces questions, un régime de classe sociale. Il s'agissait d'inégalités de départ et je pense que ce que François Dubet dit à cet égard est parfaitement justifié. Les inégalités étaient acceptables à condition qu'on soit dans une société juste où chacun avait sa chance. Si l'autre réussit, tant mieux pour lui s'il le mérite. Mais c'est même tant mieux pour lui s'il ne le mérite pas. Et c'est ce que Dubet appelait, dans un petit livre, la préférence pour l'inégalité. Il faut admettre que beaucoup sont dans ce registre-là.

Quand on parle d'héritage dans notre société, on devient hystérique dès qu'on parle de cette question-là. "oui, mais c'est sa famille, tant mieux pour lui". On peut donc accepter les inégalités. Mais la question est de savoir comment on fait avec ces inégalités pour la citoyenneté? Il faut se poser cette question. Et ce n'est pas simple du tout. Et ce que dit Dubet, c'est que l'on tait de plus en plus les inégalités de départ. Cela concerne les inégalités des chances. Dubet est bien placé pour savoir les évaluer dans l'école républicaine.

Eric Le Breton dit qu'on est passé à une société concentrée, c'est moi qui l'appelle ainsi. Mais lui, il appelle cela une société dispersée. Cela est intéressant. Prenons un exemple. On va à Badonviller. On a des logements habités et d'autres qui sont des résidences secondaires où on se projette pour vieillir. On peut classer les personnes propriétaires de ces logements à partir de leur logement actuel qui se trouve souvent dans une grande ville ou à proximité. C'est là où vous votez, c'est là où vous avez votre résidence principale. Mais la résidence principale est uniquement administrative. Mais quand la personne cherche à se définir, ce n'est pas nécessairement la résidence principale qui est principale. C'est la résidence secondaire. C'est là-bas qu'on se sent bien. Ces personnes pourraient avoir l'intention d'aller voter du côté de Badonviller puisque c'est là-bas qu'elles souhaitent avoir un pouvoir. Cela peut être plus important que de voter là où on a un travail et encore des enfants à la maison. Que dit Éric Le Breton? On est des passants. On est des personnes mobiles. On prend le TGV le lundi matin à Nancy et donc, le TGV on l'habite. Et on peut le faire plusieurs fois par semaine. Est-ce qu'on est citoyen du TGV? Dans quelle mesure on peut s'exprimer pour dire certaines choses? Je peux me prendre comme exemple. Je suis professeur à Dijon. Je passe 4 jours par semaine dans cette ville. Ce n'est pas rien. Je ne vote pas du tout là-bas. C'est là-bas que je passe le plus de temps. Et je vote dans ma petite commune non loin de Nancy où personne ne me connaît. Personne ne me connaît parce que personne ne porte d'intérêt à ce que je suis. De plus, passer les weekends dans une maison qui ne serait pas trop loin de Badonviller, dans les Vosges par exemple. Ce que dit Éric Le Breton, c'est que nous sommes dans des sociétés mobiles. Nous sommes en permanence des passants et on nous demande de voter uniquement à un endroit. On peut donc ne pas être considéré comme citoyen d'endroits, où on dort, où on s'investit professionnellement, où on travaille avec des amis et finalement, on ne vote pas. Et moi, j'aimerais bien voter à cet endroit là où je passe du temps. En plus, j'y dors. Là, je pose des questions très fortes sur la citoyenneté. Quels sont les droits des citoyens mobiles? Si on n'est pas mobile, il est difficile aujourd'hui de supporter la pression.

Je peux maintenant poser une autre question. Et y répondre, ce n'est pas facile. Qu'est-ce qu'on entend par culture nationale? Bien sûr, culture tout court, la réponse aurait été plus facile. Mais il s'agit bien de la culture nationale. Est-ce qu'on entend par là une culture qui est au-dessus de chacun? On serait alors dans l'universalisme. On serait alors comme dans une sorte d'assimilationnisme. Dans ce cas-là, la culture serait vue comme quelque chose qui est collectif. Ce serait quelque chose qui serait au-dessus de nos têtes. Ça serait une entité, un référent au-dessus de nous. Ce serait un avantage extrêmement intéressant. Cela définirait un cadre abstrait qui serait aussi un cadre égalitaire. Ce serait pas mal d'avoir un cadre qui se situe au-dessus des individualités et qui formulerait aussi bien des droits que des devoirs pour les individus qui serait égaux de ce

point de vue-là. Cela irait. Il n'y aurait pas de souci. Mais vous savez bien qu'aujourd'hui, on n'a pas envie d'être réduit à un cadre abstrait. Mais je ne suis pas que cela et si vous me dites que je ne suis que cela, qui êtes-vous pour me dire cela? Car nous devons aussi être des individus qui doivent être respectés dans toutes leurs individualités. Donc, cela ne suffit pas.

Dans ce cas, la culture nationale est-elle une culture qui est à côté de chacun? La culture nationale fait partie de ce que j'appelle les supports identitaires. C'est ainsi qu'à certains moments, je vais mobiliser la culture nationale. Je suis français, je prends le TGV. On va en vacances en Espagne ou en Italie. Effectivement, à un moment donné, l'identité nationale devient une identité que je convoque. Je deviens alors tout à fait citoyen de la nation. Cela marche pas mal aujourd'hui parce qu'il s'agit d'une identité subjectivée. C'est moi qui décide. Je donne du sens. Or, qu'est-ce que je mobilise? C'est la référence à la culture nationale. Et quand est-ce que je me sens, pourquoi pas, citoyen? Et je peux bricoler cela à partir de multiples supports identitaires. Il faut bien comprendre alors que la culture nationale n'est plus quelque chose au-dessus de ma tête, mais qui est vu comme existant à côté de moi et que je mobilise en fonction de ce que je vis.

Mais il y a une autre façon, semble-t-il, de penser cette culture, et je ne suis pas sûr qu'il n'y en ait que trois.

La culture nationale peut être aussi une culture qui existe entre chacun d'entre nous et qui est toujours remise sur le métier. On est alors dans une conception qui est ni universaliste ni subjectiviste. On est dans une conception relationnaliste. Et alors, on voit les choses très différemment. La culture se forme à travers les relations sociales. Ces relations peuvent être plus ou moins durcies à travers des dispositifs juridiques ou pas. C'est ainsi que se construit sans cesse ce qu'on peut appeler la culture nationale. La culture est vue ici non pas comme une sorte d'être au-dessus de ma tête, figée et statique, qui serait un moule qui me précéderait, mais comme quelque chose qui est sans cesse reconstruit, redéfini, reformé, transformé par l'ensemble des relations. C'est alors un tout autre référentiel. Et hier après-midi, quand j'étais au festival de sociologie à Épinal, des chercheuses nous ont exposé le cas de Saint-Étienne où il y a beaucoup d'associations qui ont le projet d'occuper l'espace public : Comment peut-on qualifier des villes qui sont pleines de potentialités? C'est la troisième sens de cette culture nationale. Pour illustrer, je me permets de vous donner les noms de deux auteurs, Bruno Latour ou Hannah Arendt, qui disent une chose un peu similaire. Cette dernière disait que c'est dans l'action que se forme le commun. Donc ici, c'est un commun ou une citoyenneté en formation, expérimentée à travers de rencontres, de multiples scènes de la vie sociale. Et au passage, je me permettrais un petit commentaire. Souvent on dit que c'est informel. Mais l'informel est informel pour qui? Mais qui je suis pour parler à la place de l'autre? Parce que pour l'autre, c'est la forme même que prend sa vie. Je porte un jugement de valeur en disant que ce qu'il fait est informel, mais pour lui, c'est sa vie. Donc dans ces débats, il peut y avoir des formes de violence symbolique.

Il peut y avoir des dénis de reconnaissance en face d'autres formes de vie, d'autres formes d'habiter, d'autres formes d'engagement. Et cela nous piège si nous pensons que l'informel est illégitime. Si c'est une forme de vie qui existe, le but des acteurs politiques devrait être d'aider à formaliser un peu plus ou davantage. Même si souvent, il n'y a pas grand-chose à faire.

Je pourrais lire une petite note sur nation culturelle et nation politique. Ce n'est pas du tout la même chose. Parce que "nation culturelle" bien souvent est lié à nationalisme alors que "nation politique", cela peut exister sans l'être.

Quelle politique de citoyenneté ? J'avais écrit en 2010 un petit ouvrage qui posait plusieurs questions. Est-ce qu'il faut une politique de l'Égalité? Certainement oui. Cela comporte un certain risque. Est-ce qu'il faut une politique des identités? En Amérique du Nord, cela fait rage. La question est très compliquée. Parce qu'avec la politique de l'égalité, j'ai droit à l'indifférence

généralisée. Cela, c'est l'égalité inconditionnelle garantie par un État de droit. Avec la politique des identités, il y a un droit à la différence. Et je dirais même, de façon provocatrice, à l'identité différenciante. Il est difficile de dire cela dans n'importe quel milieu. Car on est en présence de sujets passionnels. On peut facilement se faire insulter. Je peux affirmer telle ou telle identité, mais ce n'est pas parce que je l'affirme que j'exclus les autres. Je peux me sentir appartenir à telle culture ou à telle l'autre. Et si on explique cela, une politique de l'identité n'est pas à mettre à la poubelle. Cela permet d'éviter l'écueil des communautarismes. Je me souviens qu'avec une collègue qui s'appelle Gülçin Erdi avec qui j'ai mené une recherche en 2017- 2018, dans la ville de Tours, nous avons vu de nombreuses personnes qui se réclamaient d'une identité culturelle. Mais quasiment toutes et tous étaient aussi républicains. Il était à la fois dans la revendication d'une identité culturelle avec des supports d'identité qui leur paraissaient fondamentaux à leurs yeux.

On est alors en face d'une demande de droit, et fondamentalement de droit à l'égalité. Je ne dis pas qu'il faut faire du communautarisme, ni de l'universalisme, car d'autres solutions sont possibles. On peut conjuguer, par exemple, un peu les deux. C'est comme cela que j'ai été formé individuellement. Et donc faut-il politique des altérités? Récemment, il y a eu un numéro de la revue du MAUSS. Il s'agit du mouvement anti-utilitariste en sciences sociales. J'ai relu ce numéro complètement. Il était en plein dans une discussion qui nous préoccupe aujourd'hui. Alain Caillé et Philippe Chanial, mais aussi d'autres, nous disent qu'il faut certainement penser une politique des altérités. Il existerait un droit aux "différences incluanes" (pour reprendre l'expression de Thérèse Courau). Le culturalisme a un inconvénient si on le délimite, c'est de nous empêcher de penser à un autre niveau abstrait. Je ne suis pas en train de produire un discours politique. Je réfléchis à partir d'un numéro qui fait 250 pages. Il s'intitule « Altérité ? Egalité ?, Plaidoyer pour un couple impossible ». Voilà ce qui ressort de la lecture de ces textes. Il ressort qu'on est de fait dans des sociétés à la fois individualisées et multiculturelles. Le « de fait » est fondamental et ne correspond pas un jugement moral.

Dans un monde comme le nôtre aujourd'hui, celui qui ne croit pas qu'il s'agit d'un monde multiculturel se trompe. Et ce n'est pas uniquement parce qu'il y a des étrangers. Il suffit de se déplacer très peu et aller au marché central de Nancy pour se rendre compte qu'on n'est pas à Badonviller. Et ce n'est pas non plus une histoire de culture nationale. Et ce n'est pas une histoire d'identité nationale. Ce n'est pas une histoire d'être français ou pas. On est pas un, on est divers. Et si vous comparez les terrains à bâtir, en regardant les coefficients, vous voyez qu'on est pas dans le même monde. C'est tout ce que je veux dire. Cela est fondamental, c'est même absolument fondamental. Et certains disent que c'est peut-être une politique d'altérité qu'il nous faut penser avec des différences incluanes. Le problème, et on le sait bien, nous renverrait au sens du mot culture avant Jean Duby ou Hannah Arendt. Mais il y a le risque de liquéfier le cadre commun et c'est l'universel. Mais en même temps cela permet de penser l'apprentissage de l'universel et l'usage des différences. Et c'est aussi une confrontation à la vérité. Auparavant, on a parlé de Rousseau. Il y aura certainement un contrat à passer.

On est bien dans du multiculturel, cela à tous les niveaux. Déjà entre nous, nous sommes loin d'être d'accord sur ce qu'est la fidélité, sur ce qu'est l'euthanasie, sur ce qu'est l'avortement, etc. On est même loin d'être d'accord sur ce qu'est même le pavillonnaire. Tout cela est complexe. Tous les thèmes de société sont de fait individualisés. Donc, à partir de là, qu'est-ce qu'on fait? C'est le moment où il faut penser à un universalisme souple. Cela veut dire quoi? D'accord, je suis universel. Il y a des droits fondamentaux. Il y a un droit à l'égalité. Mais à un certain moment, évidemment, je vais respecter les différences. Ce n'est pas parce que je suis universaliste que je vais nier la culture de l'autre. Donc qu'est-ce que nous dit un philosophe comme Michel Terestchenko ? Il nous dit que nous sommes des universalistes inconséquents. Ceux qui sont universalistes dans leur vie quotidienne sont dans leur vie quotidienne amenés à accepter et tolérer d'autres cultures. En parallèle, il faut un culturalisme souple. Cela veut dire quoi? Moi je défends mon identité culturelle, moi je pense que ma culture est importante. C'est important parce que cela correspond à la

transmission de certains métiers manuels par exemple qui se trouvent au fin fond des Vosges. C'est ma culture, je la défends. Donc je suis dans une position culturaliste. Pourtant, ça n'est pas parce que je dis cela que je suis opposé pour autant à un traitement parfaitement égalitaire de toutes et de tous. Autrement dit, je suis un culturaliste inconséquent. Et si je fais une petite parenthèse, c'est même vrai pour les anthropologues. Philippe Descola qui est un immense anthropologue au Collège de France est un relativiste inconséquent. Il est choqué quand des tribus qu'il a observées pendant de nombreuses années dépècent des cadavres et le mangent devant lui. Il se réfère alors à des droits qu'il pense fondamentaux et universels. On est tous, et on peut en discuter dans un culturalisme souple peut-être aussi dans un universalisme inconséquent.

Est-ce qu'il faut un culturalisme souple qui réponde aux demandes des individus? Je réponds positivement. On aime bien être un individu qui est auteur et acteur de sa vie. Actuellement, je travaille sur des femmes âgées et nous menons des entretiens collectifs. "J'ai ma voiture et je fais du covoiturage avec des amies. Cela me permet de prendre ma vie en main". Cela ne signifie pas qu'on soit pris par des catégories. Je ne peux pas être caractérisée comme étant ceci ou cela. J'aide des personnes qui n'ont pas la possibilité d'acheter des voitures même au fin fond des Vosges. Et donc, ce qu'on fait? Nous prenons notre vie en main. C'est intéressant ce qui est dit lors des entretiens individuels. Qu'est-ce qu'elles nous disent? "Je veux gagner ma vie. Je veux faire mes courses là où je veux". Pourquoi on me dit là où je dois faire mes courses? Pourquoi on me dit là où je dois vivre? Nous voulons être auteurs de notre vie.

Mais il faut être souple, bien évidemment parce qu'on est pas tout seul. On vit avec les autres. Du coup, il faudrait peut-être penser à une société des alliances et des transactions. Et je pense là à ce qu'a écrit Maurice Blanc. Ce sont des transactions, également autour de la notion de vérité. On peut être hostile à la voiture mais aussi reconnaître qu'elle permet de circuler la nuit en sécurité. C'est cela une transaction. "La trame commune résulte de la possibilité des enregistrements réciproques" avait dit quelqu'un d'un peu optimiste.

La dernière remarque n'est pas de moi. Elle vient de quelqu'un que je ne connais pas beaucoup. Il s'agit de Jacques Rancière. Il dit qu'il faut bien une participation de toutes et de tous à l'espace public conditionnée par un contrat. Il faut des artisans de la citoyenneté, de la conjugaison. Il faut articuler, mais quoi? Qu'on le veuille ou non, et cela a très bien été dit ce matin, il faut agir à différentes échelles de la Terre avec un T majuscule jusqu'à mon micro-territoire. Et cela peut même aller jusqu'à l'espace car nous avons à l'université de nombreux étudiants qui sont inquiets par la question des déchets, à leur avis trop nombreux dans l'espace. Il faudrait donc s'occuper de l'espace sinon ces déchets peuvent nous tomber dessus. Pour le coup, l'espace peut devenir très rapidement un espace de citoyenneté. Pour le moment, quelques riches seulement peuvent y aller, pourquoi pas nous?

Ensuite, il y a des natures de la citoyenneté on est tous à la fois des sujets ou des êtres humains, des Hommes avec majuscule. Nous bénéficions d'un droit à la différence, je n'y reviens pas. Mais bien évidemment, nous sommes aussi des sujets culturels. Nous ne sommes pas seulement des sujets abstraits définis par quelques droits. La morale fait partie de nous et elle est extrêmement importante pour nous. Et nous sommes aussi des sujets personnels.

Si on n'a pas tout cela en tête, c'est très compliqué parce qu'on puise dans un volet ou un autre et du coup on vit des crises, on s'engueule et cela ne sert à rien. Car notre société est loin d'être simple. Mais elle est passionnante en même temps. Enfin, et c'est parallèle, on a tous de multiples supports de sens. Je parle en tant que sociologue, en tant que citoyen, en tant qu'habitant, en tant que propriétaire, en tant que mari, comme tous, j'ai de multiples identités. Chacun a sa propre épaisseur qui existe en lui.

Je rappelle qu'en philosophie il y avait la faculté de sympathie, aujourd'hui parfaitement oubliée, que toute l'économie moderne, en particulier Adam Smith, avait particulièrement décrite lorsqu'il analysait l'économie libérale. Qu'est-ce que la sympathie? C'est une faculté que possèdent tous les êtres humains d'être affectés par l'autre. C'est tout. C'est humain et les psychologues ou les anthropologues nous disent que c'est une faculté humaine. Et en même temps, quand on pense au sujet personnel, on est sensible à l'autre en tant qu'être humain dans ce qu'il a d'universel. L'empathie est quelque chose de plus personnel. Je suis en empathie avec quelqu'un dont je connais l'histoire personnelle, ce qu'il a vécu. Et en même temps, il y a des droits spécifiques, l'autre a d'autres valeurs morales que moi et je dois faire avec cela. Et si je ne fais pas avec, je ne sais pas comment on vit ensemble.

La citoyenneté est un concept qui est abstrait et qui, en même temps, peut être tout à fait concret. Il faut bien comprendre que la citoyenneté vient de quelque chose qui est au-dessus. Mais il y a des supports et des échelles intermédiaires. Je n'ai dit que des choses classiques. Il y a de multiples autres instances comme les comités de quartier, les associations et c'est cela, vous le savez bien, qui fait aussi la citoyenneté "active". Tout cela est très compliqué et cela fait depuis 15 ou 20 ans que l'on travaille sur les supports identitaires sur lesquels on s'appuie pour se définir. Et il est insupportable aujourd'hui, pour tous, d'être réduit à un support identitaire d'autant plus que c'est souvent l'autre qui nous dit que c'est cela qui fait sens pour lui.

Nos étudiants sont dans leurs affects et ils ont appris à s'exprimer. Je trouve que cela n'est pas trop mal. Ils nous disent ce qui fait sens pour eux. Ils disent pourquoi ils sont là. Et ce qui fait sens pour un individu, nous n'avons pas à en décider. C'est à chacun de construire le cadre dans lequel il prend sens. Il y en a beaucoup de cadres aujourd'hui. Prenons l'environnement par exemple, il y a des collectifs étudiants qui s'en préoccupent et qui savent très bien ce qu'est la Terre avec un T majuscule. La société, elle vit. Vous allez me dire jusqu'à quand? Je ne sais pas. Même si les personnes sont souvent compromises par des processus d'exclusion. Tout à l'heure, je parlais des inégalités territoriales. On a aussi parlé de sociétés multiculturelles, on pourrait dire multi-géo-culturalo-économico je ne sais pas quoi. Je crois qu'aujourd'hui un enfant, au centre-ville de Badonviller, qui voit les magasins fermés et qui voit ce qu'est la ruralité, sait très bien ce que sont les relations interpersonnelles. En même temps, il est numérisé, mais il n'est pas numérisé comme les autres. Il utilise peut-être Facebook, Tiktok ou Instagram. Donc là, il faut être très clair, quand on parle de citoyenneté, moi, je veux bien. Je vais prendre un exemple. Il y a 3 ans, à Heillecourt, il y avait encore un terrain à bâtir. Il s'agissait de 1000 mètres carrés habitables ou constructibles. J'ai été voir. Il faut dire les chiffres. On était à 300 000 €. Avec un pavillon sur ce terrain, le bien coûtera 600 000 €. Je ne suis pas contre les riches. Je sais simplement que si l'on fait 50 km et que l'on va du côté de Blâmont, le même terrain à bâtir aujourd'hui coûte 15 000 € et encore, on aura du mal à le vendre. C'est tout, si on ne comprend pas cela, on ne comprend rien. Est-ce la grande société qui fait sens comme le dirait Tocqueville? C'est très compliqué. Et quand on est sur des territoires et qu'on ne voit plus passer que les TGV ou les camions sur les autoroutes, effectivement, on se sent amoindri. Et c'est cela qu'il faut bien comprendre quand un enfant grandit. Il se sent moins citoyen, car quels sont les supports de sens qu'il mobilise et quels sont ceux qu'il ne mobilisera jamais parce qu'il n'y a pas accès? Cela ne veut pas dire que tout va mal. Il y a plein de choses à penser.

Echanges

Pascal Jacquemin : -Que penser de la citoyenneté ou son apprentissage dans le métavers ?

Réponse : Si on a un troisième sens, c'est ici que cela se passe. La réponse, elle est ici. C'est une question très compliquée. Le mot culture nous piège complètement, car on pense la culture de façon

figée, arrêtée, qu'on identifie aux racines. Mais en fait, aucun être humain n'est un arbre. C'est Amin Maalouf qui rappelait cela. Il est important d'être dans le troisième sens du mot culture et on peut alors répondre oui. C'est compliqué. Nous, les sociologues, disons aux autres que les racines sont un mythe. Il faut faire attention, le mot culture nous piège. Et pour répondre à votre question, il faut prendre le troisième sens. Il faut changer notre façon de voir. Ce n'est pas un sens magique. Il permet de répondre à votre question. Oui, il y aura de nouveaux apprentissages. Et cela, il faut le penser et cela n'est pas toujours évident comme le pensent mes collègues des sciences de l'éducation. Sur le terrain, c'est compliqué. Il doit y avoir une autre façon de regarder la culture ou le commun. C'est plus une culture à faire que faite.

Maurice Blanc : - Tu as beaucoup parlé en rejetant la notion de complexité sans citer Edgar Morin. Je suis un peu surpris. Tu as ensuite utilisé le mot compromis qui a un double sens qu'il est absolument essentiel de distinguer. Compromis peut rejoindre compromission et donc trahison ou être le résultat d'une transaction après une négociation et avec des objectifs différents, ce qui relève de la complexité. Comment faire tenir ensemble des points de vue différents, c'est cela toute la difficulté. On pourrait ajouter qu'il y aurait aussi la nécessité d'une sociologie coopérative.

- Quand j'étais étudiant, j'ai lu passionnément Edgar Morin. Je me méfie maintenant du mot complexité, car on l'utilise énormément désormais. On est dans une société éthique où il faut construire le sens et ce sens doit être construit en commun. C'est quoi habiter et c'est quoi la terre ? Quand on veut définir la terre, il y a au moins 3 niveaux. Sinon, le mot complexité est devenu une tarte à la crème et quand on a prononcé ce mot, on n'a rien dit. La complexité est comme la construction sociale chez les sociologues.

Réponse : Il y a des personnes qui s'affichent avec une seule identité et cela peut-être une source de conflit. L'idéal serait de faire émerger les différentes identités des uns et des autres.

Il est vrai que nous demandons aussi à être catégorisés. Je suis un psychologue, etc. Cela peut faire plaisir d'avoir une attribution identitaire. Mais là où le bât blesse, c'est que les autres me donnent une identité et alors, cela ne va plus. C'est très compliqué aujourd'hui. Moi, j'ai envie de dire à l'autre ce que je suis selon les catégories qui font sens pour moi, qui sont d'ailleurs plus ou moins fixées.

La chance d'être universitaire, c'est qu'on voit vraiment des jeunes personnes. Il y a des étudiants qui me disent : "nous sommes autosexuels". Déjà les catégories d'homosexuels ou d'hétérosexuels, cela n'est pas simple. La nouvelle catégorie fait référence à la masturbation. Donc les catégories changent. Pourquoi dis-je cela ? Je n'ai aucune clé magique. Souvent, on parle à la place des autres. On ne les écoute pas. Et ce ne sont pas des équations faciles. Pour certains, un immigrant est un assassin. Et l'autre est réduit à cette identité. On ne l'écoute pas. En fait, que ce soit l'autre ou moi, qu'est-ce que je dis à l'autre ? Ce qui est important, c'est ma dignité. Je peux faire des compromis avec moi-même, des transactions avec moi-même et c'est ce qui fait sens pour moi. Pour cette raison, les chercheurs doivent être extrêmement prudents. Et souvent les chercheurs parlent trop souvent à la place de l'autre. C'est ce qui arrive souvent à des jeunes chercheurs universitaires qui peuvent être très prétentieux. Nous utilisons des catégories qui sont performatives et qui construisent l'autre. À partir de quoi ? Sur quelle base affirmons-nous ce que nous disons. Il arrive aussi que les journalistes fassent comme nous. Il faut donc être prudent et c'est la question que vous soulevez. Catégoriser l'autre, ce n'est pas grave, mais croire que les catégories que l'on projette sur l'autre sont réellement l'autre, c'est cela qui est grave car en catégorisant l'autre, on peut produire des monstruosité. C'est ce que rappelait Georg Simmel en disant qu'en caractérisant certains hommes comme juifs, on les mettait en dehors de l'histoire. C'est cela la grande leçon du philosophe et sociologue Simmel. On pourrait donner un autre exemple qui est éminemment politique, c'est l'affaire Adrien Quatennens. On peut ici éliminer toute référence à des partis politiques. La seule chose qui m'ait interpellé, disait un chroniqueur de France Culture, c'est sa femme. Personne ne l'a écoutée. C'est une victime et on parle à sa place.